



La colère des producteurs de tabac

Rubrique : actualités - Date : mardi 21 octobre 2003

Après les buralistes, c'est au tour des tabaculteurs de protester. Ils dénoncent la politique agricole européenne qui menace, selon eux, leur activité

Non à la disparition de la culture du tabac en France ! C'est le cri de colère des 5 000 agriculteurs qui cultivent la plante aux larges feuilles dans l'Hexagone. la suite des buralistes, ils protestent, mais pas pour la même raison. Ce n'est pas l'augmentation du prix des cigarettes décidée par le gouvernement qui les mobilise, non. Ils en ont après la politique agricole européenne, qui a programmé, selon eux, leur disparition. Et les conséquences pourraient être les mêmes : pétitions, manifestations, pressions sur le gouvernement et les élus.

L'origine du mouvement de ces producteurs qui sont le plus souvent à la tête de petites exploitations : la proposition formulée par la Commission européenne, le 23 septembre dernier, de verser désormais à chacun d'entre eux une subvention unique, quelle que soit la quantité produite. Il s'agit en fait, comme ce qui s'est déjà pratiqué dans d'autres secteurs agricoles, d'un encouragement à ne plus produire, s'insurge François Vedel, directeur de la Fédération nationale des producteurs de tabac. Pour la profession, le système est pervers puisque vous êtes assuré de toucher la même prime même si la récolte est mauvaise.

La proposition de la Commission prolonge la réforme de la politique agricole commune (PAC) par laquelle l'Europe cherche à ne plus subventionner directement certaines productions faisant l'objet d'âpres discussions commerciales au plan mondial. Elle pourrait être examinée à Bruxelles, lors du prochain conseil des ministres de l'agriculture des 17 et 18 novembre. D'ici là, et alors que leurs homologues grognent aussi en Grèce et en Italie (principaux producteurs européens devant la France), les tabaculteurs français ont décidé de se faire entendre sans attente.

Sur le plan politique, ils bénéficient d'un solide réseau d'influence par le biais du groupe tabac de l'Assemblée nationale. Cette structure est aussi ancienne que la PAC. En raison de l'éparpillement de la production dans une quarantaine de départements, elle regroupe une cinquantaine de députés de droite comme de gauche, qui se donnent pour mission première de défendre leurs administrés. Co-présidé par le socialiste Germinal Peiro (Dordogne) et l'UMP Georges Colombier (Isère), le groupe doit tenir, demain, dans une salle du Palais-Bourbon à Paris, une réunion-bilan avec les représentants de la profession.

Comptant dans ses rangs les anciens ministres François Bayrou (UDF), Renaud Donnedieu de Vabres (UMP), Jacques Godfrain (UMP), Jean Glavany (PS) et Henri Emmanuelli (PS), ce club de députés s'assume totalement en dépit du vent anti-tabac actuel. Il convient de distinguer la production de tabac de sa consommation, insistent ainsi Germinal Peiro et Georges Colombier, à l'unisson des agriculteurs.

Nous défendons, poursuivent-ils, la culture du tabac, mais pas le tabagisme. Nous sommes convaincus du méfait du tabac, notamment chez les jeunes. Mais il faut savoir trois choses importantes. Un : de par les revenus qu'elle assure, la culture du tabac est indispensable au maintien de nombreuses exploitations agricoles en France. Deux : la chute de la production de tabac dans l'Hexagone et ailleurs en Europe sera suivie d'une hausse des importations, ce qui rendra

la lutte contre le tabagisme toujours d'actualité. Trois : le soutien à une production de qualité très contrôlée sur le plan sanitaire, comme l'est la production française, est justement l'une des conditions d'une lutte efficace contre le tabagisme.

L'Europe, précisent encore les deux députés, importe 70 % de ses besoins en tabac. De plus, l'avenir de l'agriculture européenne passe par une diversification, dans laquelle la tabaculture doit avoir toute sa place en tant que revenu complémentaire. La politique de la santé publique doit également s'efforcer de combattre les effets nocifs de la consommation de cigarettes, mais ne nous voilons pas la face : cela n'empêchera pas les gens de fumer.

Le groupe de l'Assemblée nationale et la Fédération des producteurs ajoutent qu'ayant saisi le ministre de l'agriculture Hervé Gaymard, celui-ci a montré une oreille attentive à leur argumentation. Le tabac n'a pas fini de diviser.